

Royaliste

Bimensuel de la Nouvelle Action Royaliste

Cible

TGV

Le sauvetage de l'usine Alstom de Belfort provoque un sentiment bizarre : le soulagement énérvé. Préserver un site industriel majeur qui emploie 400 salariés et assure 1 200 emplois indirects, c'est une très bonne nouvelle et le soulagement est justifié. Mais les commandes de l'État ont été décidées dans la panique et le site industriel belfortin doit son salut aux échéances électorales.

L'énérvement tient au fait que la décision de faire rouler à 160 km/h sur des voies normales des rames TGV qui sont conçues pour une vitesse de 350 km/h est pour le moins étrange. Nombre de citoyens y voient une solution de facilité et il est vrai que ce choix ne procède pas d'une politique industrielle. Décider sous la pression des circonstances pour éviter un mouvement social fâcheux en période électorale, c'est tout le contraire d'une mesure soigneusement réfléchie et délibérée dans le cadre d'un plan national de développement appuyé sur un ensemble cohérent d'entreprises nationales et par une myriade de sous-traitants privés.

La stratégie économique, c'est de mettre en cohérence la politique industrielle, le système des transports et l'aménagement du territoire, sans carcan monétaire, sans pressions bureaucratiques extérieures. Nous en sommes loin.

Amérique latine

De ruptures en continuités

États-Unis

Les élections
de la dernière
chance

p. 5

Livre

Hubert
Védrine

p. 8

Le nouveau cœur battant de la « contre-Europe »

I l y a tout juste un an, le parti conservateur PiS (Prawo i Sprawiedliwość - « Droit et Justice ») reprenait le pouvoir en Pologne à l'issue d'élections parlementaires triomphales. Meticuleusement, il déconstruit le modèle libéral hérité de la transition démocratique.

Au-dessus du président Duda, jeune chef d'État élu par surprise en mai 2015, et de son Premier ministre Beata Szydło, ancienne fonctionnaire dans le milieu culturel, plane l'ombre écrasante de Jarosław Kaczyński. Le cerveau du parti PiS est bien décidé à rejouer la transition postcommuniste. Non, les conservateurs polonais, malgré leur discours axé sur les questions sociales, ne sont pas des nostalgiques de la République populaire. Ils abhorrent ce passé en rouge et le font savoir. Ils ont ainsi voté en mai dernier **l'éradication de tout nom de rue ou de monument rappelant l'ancien régime**. Jarosław Kaczyński tient là sa revanche : frustré de n'avoir eu ni l'envergure ni les états de service dans l'opposition au socialisme d'un Adam Michnik ou d'un Lech Wałęsa, il veut aujourd'hui prouver à tous qu'il incarne l'anticommunisme le plus intransigeant. Mais il déteste tout autant l'esprit libéral qui a soufflé sur le pays ces deux dernières décennies.

La majorité PiS au Parlement s'attaque à tout ce qui ressemble de près ou de loin à une concession au libéralisme. En une phrase, prononcée cet hiver, le ministre des Affaires étrangères Witold Waszczykowski a résumé la philosophie

des réformes en cours : « *Le gouvernement précédent a tout fait pour enraciner en Pologne une conception gauchisante de la politique. Comme si le monde devait, selon un modèle marxiste, avancer dans une seule direction possible, celle de la diversité culturelle, du mélange des races, du monde des cyclistes et des végétariens,*



Le président Duda

bâti sur les énergies renouvelables et hostile à toute forme de religion. » (1) Tout y est : l'amalgame avec le marxisme honni, l'hostilité à l'immigration, la défense du catholicisme, la dénonciation d'une doxa. PiS ne se situe plus dans une logique d'alternance mais dans une guerre politique pour revenir sur le choix opéré au moment de la transition : celui de l'adhésion au modèle économique et sociétal de l'Europe occidentale, au détriment d'une identité propre, définie autour des traditions nationales et d'un christianisme revendiqué. Lorsque la guerre est déclarée, la fin justifie nécessairement les moyens : une

purge de la direction des médias publics est orchestrée, le parquet revient dans le giron du ministre de la Justice, le Tribunal constitutionnel subit une paralysie organisée. Il y a quelques jours, une partie des conservateurs a tenté d'interdire l'avortement et de pénaliser les femmes qui y recourent, avant que la majorité des députés se désolidarise finalement de la proposition.

Deux ans de gouvernement PiS entre 2005 et 2007 avaient conduit à la dissolution du Parlement. Une semblable crise politique ne semble pas menacer cette fois-ci. Certes, la Commission européenne s'est inquiétée des réformes engagées et du blocage du Tribunal constitutionnel. Le 27 juillet, elle a enclenché la deuxième phase de sa procédure dite de « sauvegarde de l'État de droit » en enjoignant le gouvernement polonais d'adopter des mesures conformes aux standards démocratiques. L'ultimatum prend fin après trois mois, soit le 27 octobre, mais nulle sanction n'est prévue en cas d'échec du dialogue. Dans les grandes villes, les manifestations du Comité de défense de la démocratie (KOD) rassemblent des dizaines de milliers de personnes depuis dix mois. Malgré ces pressions extérieures comme internes, le Parti conservateur caracole en tête dans les sondages d'opinion. L'ère PiS promet d'être aussi longue que la domination du Fidesz de Viktor Orbán en Hongrie. Elle affirme la possibilité d'une « contre-Europe », incarnée par le fameux groupe de Visegrad (Hongrie, Pologne, République tchèque, Slovaquie). Ces pays peuvent profiter de la crise des migrants - dont ils refusent l'accueil - pour afficher leur différence et renforcer leur influence sur le continent. Dans un tel contexte, bien plus qu'un phénomène circonscrit aux frontières nationales, le tournant conservateur polonais participe de l'émergence d'un conflit idéologique à l'intérieur même d'une Union européenne affaiblie.

Pierre NAULENT

(1) Entretien accordé au quotidien allemand *Bild*, 4 janvier 2016, page 2.

SOMMAIRE

P 1 : Cible : TGV - P 2 : Pologne - Le nouveau cœur battant de la « contre-Europe » - P 3 : Sondage : Une hypothèse monarchique - P 3 : Écho des blogs : La bataille d'Alep - P 4 : Extrême-Orient : Un été japonais - P 5 : États-Unis : Les élections de la dernière chance - P 6-7 : Amérique latine : De ruptures en continuités - P 8 : Livre : Communauté internationale ? - P 9 : Idées : Les *ultima verba* de Régis Debray ? - P 10 : État-nounou : Ou l'ingérence moralisatrice - P 11 : Brèves : Autriche, Russie, Éthiopie, Birmanie - P11 : Première liste de souscripteurs - P 12 : Édito par B. Renouvin : Penser avec Georges Balandier

Une hypothèse monarchique

Selon un sondage BVA récemment publié, près de 40 % des Français estiment qu'un monarque serait bénéfique pour l'unité nationale. Cette bonne nouvelle doit être accueillie avec une extrême prudence.

Nous ne construisons pas nos analyses politiques sur les sondages, même lorsqu'ils sont favorables aux idées que nous défendons. Nous ne ferons pas d'exception pour le sondage de BVA. Il est bien sûr agréable de lire que de très nombreux Français envisagent favorablement l'hypothèse monarchique et nous pouvons en discerner les raisons.

Dans notre pays ébranlé par la crise du politique, il n'est pas étonnant que les regards se tournent vers les monarchies européennes où l'on voit des rois et reines garantir effectivement l'unité, symboliser l'identité collective, incarner l'histoire nationale sans qu'il soit besoin de slogans et de motions de congrès. Dans un entretien accordé au *Figaro*, (1) le professeur Frédéric Rouvillois a fort bien expliqué les raisons de cette préférence pour la monarchie, qui n'est pas une nostalgie au sens passéiste du terme. (2) C'est là une bonne nouvelle, qui doit être accueillie sans triomphalisme car aucun sondage ne fera disparaître les obstacles à une réinstauration de la monarchie royale en France.

Prenons l'hypothèse la plus favorable, celle d'un choix pour la monarchie royale qui se situerait dans le prolongement de la monarchie élective gaullienne. C'est un choix pertinent, conforme à l'esprit de la Constitution de la V^e République que nous avons explicité à d'innombrables reprises. Pour que ce choix devienne effectivement envisageable, il faut qu'un prince français se présente hic et nunc en recours pour la nation et rende possible, par son action, la tenue d'un référendum sur la révision de la Constitution - une loi de succession remplaçant l'élection au suffrage universel afin qu'il y ait un arbitre permanent au service de la République (la Déclaration de 1789, le Préambule de 1946), de la démocratie (la souveraineté populaire) et du régime parlementaire.

Nous n'en sommes pas là. Parce qu'il y a déficit d'incarnation, pour dire les choses poliment. Mais aussi parce que divers groupes réputés « légitimistes » ou « orléanistes » récusent le modèle de monarchie démocratique et parlementaire qui existe en Europe. Les uns, qui multiplient les capucinades autour d'un roi d'opérette, rêvent d'une monarchie contre-révolutionnaire qui ferait partir toute seule les Chassepots, Kalachnikov et Famas... D'autres propagent l'idéologie antirépublicaine et antidémocratique qui conduisit leurs maîtres à encenser Pétain, Salazar et Franco. Les uns et les autres s'ingénient à donner de la monarchie la caricature ridicule ou odieuse qui conforte les adversaires de la royauté.

Yves LANDEVENNEC

(1) <http://premium.lefigaro.fr/vox/politique/2016/09/02/31001-20160902ART-FIG00331-frederic-rouvillois-pourquoi-les-francais-sont-nostalgiques-de-la-monarchie.php>

(2) Nous présenterons prochainement le numéro d'octobre 2016 de la Revue des deux mondes consacré à « La nostalgie du roi ».

La bataille d'Alep

Quels sont les enjeux de la bataille d'Alep ? Comme pour d'autres conflits (par exemple en Yougoslavie), les chaînes de télévision montrent des images qui ne permettent pas de comprendre mais qui imposent un jugement moral.

Dès lors, toute information peut être marquée du sceau de l'infamie alors que c'est la réflexion sur les intentions réelles des protagonistes qui permet de peser les chances du retour à la paix.

Pour comprendre la bataille d'Alep, il faut la situer dans l'histoire de la guerre civile en Syrie telle que la retrace le colonel Goya (1) qui observe que la terreur qui s'abat sur Alep-Est n'est pas nouvelle mais « atteint cependant un niveau jamais atteint jusque-là. Elle suscite une émotion aussi justifiée que désormais vaine, car au-delà des protestations rien ne se sera évidemment fait. On peut se demander justement si ces protestations n'existent que parce que les diplomates savent pertinemment que rien de sérieux ne sera fait contre la Russie, puissance nucléaire membre du Conseil de sécurité (et déjà l'objet de sanctions économiques sans grands effets). C'est sans doute aussi la raison pour laquelle il n'y a aucune protestation pour les actions similaires de l'Arabie saoudite au Yémen. Outre qu'il n'est pas question de fâcher un bon client, il faudrait mettre des actes derrière les protestations et de cela il n'est pas question. Des milliers de civils mourront donc à Alep, comme des centaines de milliers d'autres avant eux, sans personne pour l'empêcher. Cela prendra sans doute des semaines, peut-être même des mois, mais Alep tombera complètement entre les mains de la coalition de Damas. »

Mais qui sont ces rebelles ? Dans *Le Figaro*, Isabelle Lasserre avait décrit en août « L'embarras des Occidentaux face aux radicaux islamistes syriens » (2) car « le mouvement Fatah al-Cham apparaît aujourd'hui comme un partenaire nécessaire dans l'offensive d'Alep. » Sur le site *Proche&Moyen-Orient.Ch*, (3) Richard Labévière dénonce les « fictions » publiées par *Le Monde* qui affirme qu'il y a 250 000 habitants à Alep-Est alors les experts militaires occidentaux comptent 15 000 combattants et 20 000 civils divisés en deux catégories : ceux qui se sont ralliés aux djihadistes et ceux qui sont retenus contre leur volonté afin de servir de boucliers humains aux vaillants « insurgés ». Lorsque 49 d'entre eux ont voulu dernièrement emprunter les couloirs humanitaires ouverts par l'armée syrienne, ces derniers ont été froidement exécutés par les mêmes « insurgés ». Pour nombre de ces « civils », affirme un officier supérieur d'un service européen de renseignement, « il serait plus juste de parler d'otages... » C'est tout dire.

Jacques BLANGY

(1) <http://lavoiedelepee.blogspot.com/2016/10/la-bataille-dalep-actuellement-en-cours.html#ZDdSgTcwEl4llcPu.99>

(2) <http://premium.lefigaro.fr/international/2016/08/10/01003-20160810ART-FIG00267-l-embarras-des-occidentaux-face-aux-radicaux-islamistes-syriens.php>

(3) <http://prochetmoyen-orient.ch/alep-deluge-de-propagande/>

Un été japonais

L'empire du Soleil levant est confronté à des défis diplomatiques et internes qui ne sont pas sans liens. Surprenant monde japonais, si lisse, si serein, si courtois, du moins en apparence, dans un environnement cependant si incertain.

Le Japon a connu pour la première fois une véritable crise impériale. L'empereur Akihito, 83 ans, a fait savoir qu'il souhaitait diminuer le rythme de ses activités. La presse japonaise et internationale laisse même entendre que l'empereur souhaite abdiquer. Or un empereur du Japon n'abdique pas, ou presque. En tous cas ce n'est jamais arrivé depuis 1868, date à laquelle le pouvoir impérial a été restauré. Certes l'empereur n'a qu'un rôle symbolique depuis 1946, de représentant de l'État japonais, mais ce rôle ne doit pourtant pas être négligé. En 1945, l'engagement américain à ne pas mettre en cause la personne de l'empereur, a contribué à l'acceptation de la défaite et de l'occupation américaine et si, depuis 1946, l'empereur n'est plus, de son propre aveu, de lignée divine, il n'en reste pas moins extrêmement respecté par les Japonais.

Depuis 1989, Akihito a su s'attirer l'affection et le respect de la population. Ses déclarations et sa présence lors des événements douloureux traversés par le Japon lors du drame de Fukushima en 2011 en sont des exemples. Beaucoup de Japonais apprécient son engagement pacifiste, manifesté lors de déplacements à l'étranger, particulièrement en Chine où il s'est excusé pour les crimes commis par son pays durant la Seconde Guerre mondiale. L'empereur, comme son père, ne s'est jamais rendu au sanctuaire shinto Yasukuni-Jinja où sont honorés les soldats et généraux morts pour la patrie, y compris les criminels de guerre condamnés lors du procès de Tokyo en 1948. D'ailleurs l'empereur n'a pas manqué de faire savoir son inquiétude face aux ambitions du Premier ministre Shinzō Abe de faire réviser l'article 9 afin de permettre au Japon de participer à une quelconque coalition armée aux côtés de ses alliés. En

1991, le gouvernement japonais avait financé l'intervention onusienne au Koweït. En 2003, seules des unités des services de santé des Forces d'Autodéfense étaient intervenues en Irak, au côté d'unités techniques en charge de la réparation des infrastructures. Une intervention plus humanitaire que militaire, mais une première quand même. Depuis lors les gesticulations nucléaires de la Corée du Nord, les ambitions de la Chine en mer de Chine du sud, les ambiguïtés américaines incitent une partie de l'establishment à doter le Japon d'une véritable armée, susceptible d'intervenir où et quand elle le veut sans pour autant revenir sur l'alliance américaine.

Étrange alliance d'ailleurs. Dès l'ère Meiji, le Japon s'ouvre à la culture américaine. Le baseball devient alors un sport national et même aujourd'hui il est le sport préféré des Japonais largement devant le sumo, en perte de vitesse. Pourtant les ambitions des deux pays dans le Pacifique et en Chine sont antagonistes. Dès le lendemain de la Première Guerre mondiale, les Américains sont soucieux de réfréner les ambitions japonaises et l'américanophilie du Japon urbain des années 1920 n'est que l'arbre frivole qui dissimule la forêt des ambitions militaires et commerciales. La politique militariste du Japon conduit à la guerre du Pacifique, que les États-Unis mènent seuls ou presque face au Japon. La honte de la défaite, la politique intelligente de Mac Arthur, la peur de la Chine communiste, un refus solidement ancré dans la population de faire la guerre vont faire accepter une présence américaine pourtant lourde tant sur le plan budgétaire que sur le plan des effectifs présents sur le sol japonais. Malgré sa restitution au Japon, Okinawa demeure sous l'emprise américaine. La population depuis des années réclame



L'empereur Akihito

son départ de l'île et celle-ci, y compris les militants et élus du parti au pouvoir refuse la construction d'une nouvelle base quand bien même il s'agit de déménager et de regrouper les troupes existantes. Trop de crimes et d'actes délictueux commis par les troupes américaines et jamais sanctionnés ont transformé l'allié en voisin indésirable.

Shinzō Abe ne veut pas remettre en cause la présence américaine mais si l'administration américaine sait que les ambitions révisionnistes du Japon pourraient permettre de soulager en partie l'effort militaire et financier américain dans le Pacifique, elle redoute aussi les tensions dans la région que ce révisionnisme constitutionnel peut entraîner. Il est vrai que lorsque le ministre japonais de la Défense explique qu'il n'y a eu aucun crime de guerre commis à Nankin en 1937, on est en droit de s'inquiéter.

Shinzō Abe de son côté est préoccupé de la tonalité protectionniste de la campagne présidentielle américaine. Trump et Clinton ne veulent plus entendre parler du traité de libre-échange asiatique signé par l'administration Obama et non encore ratifié. Propos de campagne électorale certes, mais c'est le cœur du pivot asiatique de la diplomatie américaine qui est menacé et c'est la porte ouverte aux ambitions chinoises dans la région. Si l'on ajoute à cela les gesticulations nord-coréennes de l'été, on peut comprendre les ambitions du Premier ministre japonais. Le renforcement de la présence japonaise en Afrique montre également le désir du gouvernement Abe de contrer la politique chinoise au-delà de l'espace Pacifique. La voix d'Akihito reste donc essentielle pour maintenir la paix au cœur des ambitions diplomatiques japonaises. Abe le sait. Bloquera-t-il en retour toute réforme des règles de fonctionnement de la famille impériale ?

Marc SÉVRIEN

Communiquer avec la NAR

lejournald@nouvelle-action-royaliste.fr

<http://www.nouvelle-action-royaliste.fr>

<http://archivesroyalistes.org>

<http://www.dailymotion.com/nouvelle-action-royaliste>

<http://www.nouvelle-action-royaliste.fr/agir/donation>

Tél. : 01.42.97.42.57

Les élections de la dernière chance

Rarement une élection présidentielle américaine aura été aussi passionnée et passionnelle. Car c'est la dernière qui doit solder les comptes du XX^e siècle.

Hillary Clinton et Donald Trump nés respectivement en 1947 et 1946 ne seront vraisemblablement pas candidats en 2021. C'est leur dernière chance. Mais c'est aussi la dernière chance de leur génération dite des *baby-boomers* de tenter de prouver à leurs cadets qu'ils n'ont pas démerité ou de s'efforcer en quatre ans de réparer les erreurs de leur époque. Les deux candidats utilisent les moyens qui sont ceux de leur temps, notamment la télévision, même si de plus en plus les réseaux sociaux leur imposent un autre rythme et un nouveau style. Quoiqu'ils fassent ils ne disposent pas des instruments dont usent (et abusent ?) ceux que l'on appelle déjà aux États-Unis les « millennials », c'est-à-dire ceux qui sont arrivés à la conscience politique depuis l'an 2000, en bref les 18-34 ans. Les prochaines élections seront animées par ces derniers et de moins en moins par leurs aînés. Ce n'est pas seulement une révolution technologique et démographique. C'est aussi une évolution institutionnelle et une transformation de l'économie.

Les deux grands partis sont également déstabilisés. Le parti républicain connaît une profonde crise d'identité. Trump l'a cristallisée plus qu'il ne l'a réellement créée. Son programme est à l'opposé de celui qu'a défendu il y a quatre ans le candidat de l'époque Mitt Romney. Trump est l'ennemi des équilibres budgétaires, il est dépensier, pro-endettement et anti-taxes ; il est le pourfendeur des accords de libre-échange à commencer par celui avec le Mexique, en passant par le projet d'accord avec l'Asie et celui avec l'Europe ; toutes choses que le parti républicain est censé défendre. Sans parler du différend idéologique majeur qu'avait introduit le courant néoconservateur. Toutes les instances intellectuelles relevant du conservatisme américain se sont prononcées contre Trump qui fonctionne à l'instinct du *businessman*.

Le parti démocrate n'a pas de problème de programme. Une présidence Hillary s'inscrirait dans la ligne des mandats Obama et (Bill) Clinton. Il a en revanche un problème de base électorale. Obama en 2008 avait eu la grande chance de réussir à convaincre une majorité de l'électorat blanc. Hillary risque de n'en conserver qu'une minorité. Elle ne serait élue si elle l'était que par une addition de minorités sauf qu'elle fera sans doute moins bien qu'Obama parmi les noirs et les hispaniques. Quelque part il en va de sa légitimité. Nixon en 1968 avait gagné les Blancs du Sud qui traditionnellement



votaient démocrates. Reagan en 1980 avait obtenu le ralliement de ceux qu'on appelait les cols bleus démocrates du centre-nord. Trump selon la même stratégie vise à rassembler la majorité de tous les blancs, à l'exception des femmes diplômées d'université. C'est sans doute la dernière chance pour la majorité blanche de gagner des élections envers et contre tous les autres. Après 2020 ce sera fini.

Être élu contre son propre parti a moins d'importance aux États-Unis, régime présidentiel, que dans les démocraties parlementaires européennes. Les partis américains ne sont guère que des machines électorales. Il reste que les fortes personnalités, homme ou femme providentiel, ont beaucoup de mal à s'imposer à un système constitutionnel conçu pour les combattre. Ni roi, ni reine. Trump fait du Trump. Mais c'est un homme dramatiquement seul,

sans parti, sans majorité au Congrès, sans même d'équipe gouvernementale. Hillary Clinton, rompue à la politique politicienne, ne sera pas moins seule car elle n'est pas aimée. On la voit comme une sorte de Lady Macbeth. Les rouages de la Constitution craqueront mais tiendront bon.

Le diagnostic est plus incertain concernant le système capitaliste. Trump en manifeste à la fois les forces et les faiblesses. C'est le capitalisme mis à nu qui est son meilleur argument. En dépit de tout, la majorité des Américains confondus lui font plus confiance pour l'économie qu'à sa rivale. Car il sait de quoi il parle - et elle, ne sait pas. Il n'est pas impossible que s'il était élu, Trump créerait effectivement beaucoup d'emplois aux États-Unis. Pas Hillary. Le tour de force de Trump est également de récupérer une partie de l'électorat du challenger démocrate, Bernie Sanders, dans sa campagne anti-Wall Street. Car le capitalisme de Trump ce n'est pas le capitalisme financier avec lequel il a toujours eu maille à partir mais celui des entrepreneurs ! Là aussi c'est peut-être la dernière chance de redresser le fonctionnement de l'économie. Le choc serait rude mais salutaire.

La dernière incertitude est celle du complexe militaro-industriel selon le terme d'un président républicain et pas des moindres puisqu'il s'agissait du général Eisenhower. Hillary est faucon. Trump n'est pas colombe mais serait plutôt hibou. Le plus dangereux n'est sans doute pas celui auquel on pense.

Quoi qu'il en soit, l'un et l'autre sont moins opposés entre eux qu'ils ne le seraient à un adversaire d'une autre génération. Politique, capitalisme, guerre et paix, ces termes et leurs contenus n'ont guère en commun entre un « millennial » et les vétérans des trente glorieuses ou à des enfants de 1968 ou de la crise. Avant même d'être élus, Trump et Hillary sont déjà dépassés. Leurs électeurs se savent également dépassés. Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, l'Amérique a fait le choix de la nouveauté à deux reprises : en 1960 avec Kennedy, en 2008 avec Obama. Il faudra attendre au moins 2022 pour avoir une nouvelle chance. Cinq ans pour rien (y compris en France, en Allemagne, où les élections de 2017 n'apporteront rien de nouveau) avant d'entrer enfin de plain-pied dans le XXI^e siècle.

Yves LA MARCK

De ruptures en continuités

S pécialiste de l'Amérique latine, ⁽¹⁾ Christophe Ventura est chercheur à l'IRIS et journaliste (*Le Monde diplomatique*, *Marianne*, *Mémoire des luttes*). Il a aussi participé au Forum social mondial (FSM) notamment ceux de Porto Alegre au Brésil. Il décrit pour *Royaliste* les évolutions politiques, économiques et sociales de l'Amérique latine, qu'il suit depuis le début des années 2000.

Royaliste : *L'Amérique latine, qu'est-ce précisément ?*

Christophe Ventura : C'est en fait un sous-continent. En Amérique latine, on parle des Amériques. *Las Americas* renvoie à une diversité des Amériques, à un facteur historique profond. L'Amérique latine est celle des langues romanes au sens large. Le terme a été forgé à la fin du XIX^e siècle par le poète chilien José María Torres Caicedo et le socialiste colombien Francisco Bilbao au moment où les pays de l'hémisphère sud se libéraient progressivement de la tutelle espagnole et que les Républiques s'y mettaient en place. Ils cherchaient ce qui était commun entre tous les peuples face à une puissance émergente, devant une nouvelle tutelle, les États-Unis, anglo-saxonne, anglophone et protestante ; quand l'Amérique latine est de langue romane et de tradition catholique, ayant eu un lien avec l'Europe par la monarchie espagnole.

Royaliste : *Ce sous-continent est-il homogène ?*

Christophe Ventura : Il est composé de trois régions : la Caraïbe, l'Amérique centrale, dont est exclu le Mexique, partie de l'Amérique du Nord, et le cône sud. Ce dernier comporte les douze pays du sud de

l'Amérique latine. C'est la sous-région la plus intégrée du point de vue de son destin commun. Elle est celle qui se vit le plus comme un élément géopolitique. Elle est plus détachée de la tutelle économique des États-Unis que l'Amérique centrale. Les pays d'Amérique du Sud sont très liés aux marchés internationaux, en particulier européens, nord-américains mais aussi chinois depuis une quinzaine d'années. Région de 641 millions d'habitants, l'Amérique latine compte par ailleurs 10 % d'Indigènes, les Indiens, concentrés dans les pays andins.

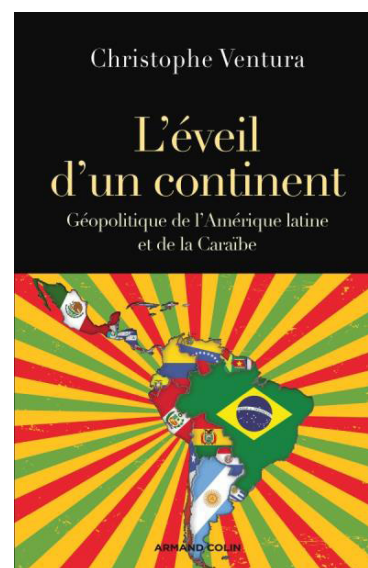
Royaliste : *Quel est le rôle de l'Amérique latine dans la mondialisation ?*

Christophe Ventura : Elle joue un rôle de plus en plus important dans la mondialisation. Le Brésil, indépendamment de la crise qu'il vit aujourd'hui, fait partie des dix à douze puissances mondiales qui font les relations internationales et qui les feront dans les décennies à venir. Il jouera un rôle majeur. Pour en comprendre les grandes lignes géo-économiques, cette région est coincée entre une certaine continuité, avec une certaine pesanteur de son histoire, et des ruptures partielles qui ont marqué son histoire depuis la fin du XIX^e siècle, avec la première vague des indépendances, puis à plusieurs reprises au XX^e siècle. À la fin du siècle dernier en particulier, l'Amérique latine a marqué les esprits mondiaux par toute une série d'initiatives qui l'inscrivent dans la recherche d'indépendance, d'autonomisation par rapport à ses tutelles historiques et d'affirmation de sa souveraineté dans le domaine national et international.

Royaliste : *Quelles sont ces grandes continuités ?*

Christophe Ventura : L'Amérique latine a une spécificité dans la géopolitique mondiale. C'est une région littéralement absorbée par voie d'annexion au capitalisme central. C'est le choc de 1492. Son mode

d'organisation colonial est spécifique de ce point de vue, car son économie a tout de suite été absorbée dans l'économie européenne. L'Amérique latine est devenue dès ce moment un gisement d'exploitation et d'exportation de matières premières, de ressources naturelles et de matières agricoles, nécessaires au développement des pays du centre du système monde. Ce point n'a pas changé depuis cinq siècles. L'Amérique latine détient aussi la plus grande biodiversité avec 40 % des réserves mondiales en eau potable, cet or bleu qui sera à l'origine des conflits planétaires dans les décennies à venir.



Royaliste : *L'or bleu, mais aussi l'or noir ?*

Christophe Ventura : L'Amérique latine est le deuxième gisement mondial d'hydrocarbures. Le Venezuela est la « perle pétrolière » régionale. Il dispose de réserves estimées à 350 voire 500 milliards de barils. Mais c'est un pétrole cher, car il nécessite des investissements colossaux pour son extraction et son raffinage. L'Amérique latine est aussi une des régions les plus riches en minerais de toutes sortes et la plus richement dotée en métaux rares, fondamentaux pour le capitalisme mondial et l'industrie de haute technologie, comme le lithium. Elle est également le grenier du monde. Le Brésil va devenir la première puissance agricole mondiale.

Royaliste : *L'Amérique latine a donc des atouts dans l'économie mondiale ?*

Christophe Ventura : Oui, mais dans un contexte tendu. Le système mondial est confronté aux problèmes des limites d'un monde fini. L'Amérique latine dispose de l'essentiel des ressources mondiales. Le pouvoir de choisir à qui elle les donne lui confère un poids géopolitique important. Mais elle est dépendante d'un modèle de développement économique à faible valeur ajoutée. Elle dépend des marchés extérieurs et de notre consommation. Or les cours des matières premières sont déterminés par l'offre et la demande internationale. C'est la limite de son modèle de développement. Elle est également dépendante des autres pour son marché intérieur. Elle importe tout ce qu'elle consomme des pays manufacturiers. Elle a besoin des technologies et de capitaux des pays riches pour financer sa croissance. Elle n'est pas sortie de la dépendance typique des pays du tiers monde. Mais, comme au judo, elle a utilisé le poids du problème pour gagner. Elle a modifié la manière dont elle s'insérait dans la mondialisation pour diversifier ses partenaires stratégiques et construire les bases d'une coopération sud-sud.

Royaliste : Dans les années 90, on constate pourtant un basculement politique ?

Christophe Ventura : L'Amérique latine connaît plusieurs cycles politiques. Elle sort de la dictature des années 60 à partir de 1980. Cette entrée dans la démocratie s'accompagne de l'instauration du néolibéralisme. À la faveur de la crise des dettes souveraines mexicaines en 1982, elle devient le laboratoire des politiques d'austérité et de rigueur instituées par le consensus de Washington, celles du FMI et de la Banque mondiale. Une bourrasque libérale s'abat sur Amérique latine. Ce cycle d'une dizaine d'années va lamener les sociétés, particulièrement au Venezuela.

Royaliste : Justement, en 1998 est élu Hugo Chavez ?

Christophe Ventura : Il est le premier dirigeant latino-américain d'un nouveau cycle, le premier à être élu sur un programme de rupture franche avec le consensus de Washington alors que les gouvernements de droite ou sociaux-démocrates avaient tous appliqué à la lettre, voire avec ferveur, les plans du FMI. Chavez a pour objectif de récupérer les ressources et les richesses vénézuéliennes, pétrolières en

particulier, pour mettre en place des régimes sociaux afin de lutter contre la pauvreté et les inégalités sociales. Il disait : « *notre programme impératif, c'est la dette sale. On fera tout pour assécher cette dette, après on verra.* » Il y a une vague à partir de 1998. En 2001, en Argentine, la classe moyenne, dont l'existence est une particularité de ce pays, chasse le président en exercice et porte au pouvoir Néstor Kirchner. En 2002, coup de tonnerre, le syndicaliste Lula remporte la victoire au Brésil. Or le géant brésilien est « la moitié de tout », comme on dit en Amérique latine : la moitié de la population du cône sud, la moitié de son PIB. Les politiques de rupture avec l'obligation de remboursement de la dette vont être plus ou moins radicales selon les pays. L'Argentine négocie et obtient une décote de 70 % de sa dette. L'Équateur la déclare illégitime et affirme qu'il ne la paiera pas. Voilà ce que ces pays, qui n'ont pas la puissance du Danemark et encore moins de la France ont osé faire. Ça a marché, car ils avaient la volonté politique et un mouvement populaire derrière.

Royaliste : Quel est le bilan de ces politiques ?

Christophe Ventura : Ces gouvernements progressistes, définis comme post-néo-libéraux, ont des projets nationaux populaires : souveraineté nationale et populaire, retour de l'État dans l'économie, dé-privatisation, récupération des ressources naturelles pour des politiques sociales d'ampleur. Ils ont aussi l'ambition de construire une géopolitique différente avec une volonté de s'affranchir de la tutelle nord-américaine au profit de la construction d'un axe sud-sud. Le grand partenaire de ce projet général c'est la Chine, entrée dans l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) en 2001. Sa croissance folle va être un débouché pour les matières premières. Mais il y eut aussi une démultiplication des échanges économiques et géopolitiques avec l'Afrique, la Russie, l'Iran. En 2005, l'Amérique latine va même s'offrir le luxe de rejeter le projet de Georges Bush de zone de libre-échange des Amériques. On assiste par ailleurs à un processus de démocratisation de l'Amérique latine, d'éveil à la citoyenneté, d'inclusion dans la vie démocratique de populations jusqu'alors exclues comme les Indiens. Sans oublier le renforcement des



droits sociaux, des syndicats, des associations.

Royaliste : On semble cependant assister aujourd'hui à un retournement ?

Christophe Ventura : Depuis 2013, l'Amérique latine est touchée de plein fouet par les effets de la crise économique de 2008. La croissance chinoise est divisée par deux. Le prix du pétrole s'effondre. La toile de fond de la crise mondiale révèle les limites d'un modèle de développement extractiviste et exportateur de matières premières. La droite profite des mécontentements populaires créés par cette crise et une usure du pouvoir pour revenir. Mais elle est obligée de composer avec un consensus dans la société autour des questions de justice sociale et de démocratie. La majorité de la population souhaite une continuité dans la redistribution des richesses. De plus, la droite n'a pas les coudées franches. Elle est confrontée à une société désormais informée, conscientisée, apte à résister et à se battre. Elle ne détient pas tous les organes de pouvoir. Elle n'est pas plébiscitée. Elle ne peut même plus compter sur ses alliés traditionnels, les États-Unis, dont l'hégémonie est en déclin relatif. C'est une situation grise, encore une nouvelle période qui s'ouvre en Amérique latine.

**Propos recueillis
Laurent LAGADEC**

(1) Christophe Ventura, *L'éveil d'un continent. Géopolitique de l'Amérique et de la Caraïbe*. Éd. Armand Colin, juin/2014, 168 pages, prix public : 22 €.

**Abonnement/adhésion
règlement à l'ordre de :
la Nouvelle Action
royaliste (NAR)**

Communauté internationale ?

Le nouveau Védrine est arrivé. Non seulement l'analyse lucide de l'actualité des relations internationales où il excelle mais - pour la première fois - l'exposé d'un projet - inattendu de sa part - de nouvel ordre œcuménique au sens de l'œcumen, l'espace habitable de tous les humains.

L'ancien ministre des Affaires étrangères a toujours eu une bête noire : la soi-disante « communauté internationale » dont il n'a aucun mal à démontrer qu'elle n'est ni internationale ni une communauté. Une réelle communauté internationale peut-elle naître d'une mise en ordre de l'enchevêtrement actuel des intérêts nationaux, d'une organisation ou d'une régulation de ce qu'il appelle le kaléidoscope qu'est notre monde contemporain ? Au terme d'un inventaire sans concessions et de plusieurs scénarii alternatifs, la conclusion d'Hubert Védrine est sceptique, mais pas désespérée. Le monde peut continuer encore longtemps ainsi.

Le livre aurait pu s'arrêter là, page 77. Est-ce parce que ce réaliste est régulièrement accusé de relativisme ou de manquer d'idéalisme ? Est-ce parce qu'il a été sincèrement impressionné par le consensus obtenu à la conférence de Paris sur le climat ? S'est-il réellement converti à la cause écologique ou du moins à la géo-écologie ? A-t-il été saisi par la grâce du pape François et de son encyclique *Laudato si* ? Prétend-il à la succession de l'ancien candidat à la présidence américaine Al Gore dans le rôle qu'il avait tenu au plan international ? Jacques Attali est passé par là. On découvre un Hubert Védrine qui veut sauver les abeilles - c'est en effet crucial ! - et réguler notre consommation de viande - si justifié cela soit-il. Certes la géopolitique sera fortement influencée par les changements climatiques qui ne concernent pas seulement quelques îlots du Pacifique. Mais on sent la plume de l'auteur moins à l'aise que lorsqu'il décortique les diverses

options de la Russie ou les issues possibles de la guerre intra-musulmane entre sunnites et chiïtes.

Au fil des lignes de ce dernier chapitre, les objections du lecteur le mieux intentionné s'accumulent qui ne sont pas propres à l'auteur mais au projet dont il se fait le relais, à contre-emploi. En vrac, on s'interroge : si la communauté internationale actuelle ne réussit pas à réguler la croissance, comment une nouvelle naîtrait-elle de la nécessité de réguler une décroissance ? L'impératif catégorique de la protection de la nature est jusqu'à plus ample informé une idée d'occidentaux kantien tout autant que celui de la paix perpétuelle. Ne perd-on pas de vue subtilement la limite entre l'humain et l'animal ? Enfin l'idée



d'un gouvernement mondial fondé sur la connaissance scientifique avec une plus grande implication des « savants » n'a rien de nouveau. Le projet d'apprivoisement des humains sous couvert de socialisation déjà évoqué par Tocqueville le fut encore plus explicitement par George Orwell. Ce n'est pas tellement engageant.

Avant de passer à tout autre chose, ne peut-on pas poursuivre la réforme du système international existant et explorer les pistes proposées par l'auteur dans le précédent chapitre ? On ne fera pas l'économie d'une « clarification » européenne quelle qu'elle soit. Nous y sommes même. La Russie n'est pas opposée par principe au rôle de l'ONU contrairement au discours occidental souvent entendu sur son usage

bloquant du droit de veto. Le président Poutine avait prononcé il y a un an à New York un discours fort intéressant sur le multilatéralisme. Son ministre des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, longtemps représentant à l'ONU, en est un expert incontesté. « Une sorte de traité de Westphalie » pour le monde musulman orphelin de l'Umma avait été sous une forme légèrement différente notre leitmotiv après 2001. La référence apparaît toujours pertinente quinze ans plus tard. Et ainsi de suite selon les régions et les continents.

Certes une addition de règlements partiels ne suffit pas pour constituer une authentique communauté internationale. L'élargissement du Conseil de sécurité ou la création du G20 n'ont pas abouti. La formule d'un monde multipolaire est datée. Hubert Védrine se souvient d'ailleurs avec nostalgie de ses conversations avec Jacques Chirac alors président et lui ministre, notamment sur le thème du « choc des civilisations ». Peut-être le terme même de « communauté » doit-il être abandonné. Il s'applique ordinairement à des groupes restreints qui partagent des caractères distinctifs. Il convient de fait mieux aux peuples qu'aux États, aux « démocrates » qu'aux « républicains ». Le terme de « société des nations » en son temps avait été bien trouvé. Dommage. On sait par ailleurs l'allergie de l'auteur à l'expression de « société civile ». Un même combat fut le sien contre la pseudo « Alliance des démocraties » de Mme Albright. Nations Unies l'ambition était trop élevée ! Déjà nous n'arrivons pas à concevoir une réelle Union européenne ! « Association » serait un lien trop lâche. Faudrait-il faire revivre le dix-neuviémiste « concert » honni des quarante-huitards ? Régis Debray en avait fait l'inventaire il y a plus de trente ans dans son inoubliable *La puissance et les rêves*. Quels que soient les progrès dans la solidarité humaine, il faudra bien les orchestrer d'une manière ou d'une autre. « Communauté solidaire » ou « communauté écologique internationale » évoquée par l'auteur déçoit. C'est toujours la « communauté » qui gêne. Il resterait à inventer de nouveaux termes notamment grâce à la révolution de la cybernétique. La théorie des ensembles ou des constellations n'a pas dit son dernier mot. En matière d'espace, les combinaisons sont infinies. Ne nous laissons pas réduire à un schéma unique d'organisation.

YLM

(1) Hubert Védrine, *Le monde au défi*, Fayard, avril/2016, 120 pages, prix public : 13,50 €.

Les *ultima verba* de Régis Debray ?

Faut-il prendre au mot Régis Debray ? À l'en croire, les propos qu'il a tenus cet été sur France Culture et qu'il vient de réunir en volume, seraient une sorte de testament intellectuel, sur lequel il ne reviendra pas. D'évidence, ce concentré de tous ses travaux constitue une sorte de mise au point conclusive, illustrée par les dernières leçons de l'actualité, y compris les plus immédiates. L'architecture générale de son œuvre y apparaît de telle façon que l'on voit mal comment elle pourrait être complétée ou modifiée. Cependant, il m'étonnerait que les provocations des événements qui, chaque jour, nous sollicitent le laissent de marbre. Je le vois mal retiré dans je ne sais quelle thébaïde, à l'écart de notre monde commun. Par ailleurs, les questions qu'il n'a cessé d'exposer et de creuser ne me paraissent pas pouvoir être refermées si facilement. Elles continuent à vivre, elles sont en mouvement. Impossible d'envisager une clôture, fut-elle provisoire. Leur matière est souvent d'une essence telle qu'elles obligent à poursuivre sans fin les énigmes qu'elles ne cessent de soulever. Jugez du peu : l'histoire et la religion ! Certes, on peut penser que sur le principal, Régis Debray a enfoncé un coin décisif et que les plus rétifs sont obligés d'avouer leur trouble : « *L'histoire ? Elle est censée nous découvrir la vérité des choses : elle nous dorlote de fausses croyances. Les religions ? Elles sont censées nous raconter des blagues : elles recouvrent de rudes réalités. Et si l'opium du peuple n'était pas là où l'on pensait ? Et s'il y avait, dans ce qui s'appelle histoire des vérités-mirages, et dans ce qui s'appelle religion, un mentir-vrai ?* » De ce point de vue, le travail de déblaiement à ouvert de belles plages de lucidité. Mais l'ambition du projet ne supporte pas l'arrêt. Aristote a beau nous répéter : il est nécessaire de nous arrêter... non, ce n'est pas possible !

À propos de l'histoire, que Valéry appelait, à juste raison, « *la plus conjoncturale des sciences* », le plus pur chef-d'œuvre sera dans l'incapacité de nous livrer la synthèse définitive d'une époque ou d'un personnage. Et lorsque je lis ce que Régis Debray écrit de l'empereur Constantin, je suis partagé entre l'admiration et la contestation. Admiration pour la façon dont il montre avec quelle maîtrise le premier empereur chrétien a créé un empire millénaire avec une cohérence pratique et symbolique totale : « *Le territorial et le doctrinal ne se divisent pas. Constantin a d'abord tracé physiquement un ensemble fermé sur le sol (avec une lance en guise de soc) et ensuite, juridiquement un ensemble fermé de normes dans le texte.* » L'organisation physique de l'empire est inséparable de son organisation spirituelle, avec la mise en ordre du christianisme. Je suis parfaitement la démonstration, mais vient brusquement l'objection : « *Constantin n'avait rien d'un mystique. C'était un opportuniste prêt à tout pourvu que ça marche. D'instinct il a trouvé, après moult mariages à l'essai avec d'autres divinités tutélaires, Apollon ou le Soleil invaincu, la plus sûre des clés de voûte. On ne pouvait à l'époque remporter une victoire que sous l'égide d'une divinité, avec du flair pour choisir le bon parain protecteur. Le choix in extremis du Dieu caché fut un coup de génie.* » Que Constantin, génial politique, fut un pur opportuniste, j'ai quelques raisons d'en douter. Le livre que Paul Veyne (1) a

écrit à son sujet constitue une réhabilitation totale, pour peu que je m'en souviene, des convictions chrétiennes du fils de sainte Hélène. Ce qui a d'ailleurs réjoui mes amis orthodoxes, satisfaits de retrouver chez un historien contemporain, non chrétien lui-même, la confirmation d'une forme de sainteté de l'empereur.

J'ai choisi cet exemple à dessein, parce qu'il oblige à confronter les points de vue et envisager d'autres coordonnées vis-à-vis de la critique de la raison politique et du discernement du médiologue. J'ai reçu immédiatement après ma lecture de Régis Debray le dernier livre d'un théologien américain de grande valeur, William Cavanaugh, (2) qui lui aussi s'intéresse au cas Constantin, mais à partir d'autres critères qui peuvent d'ailleurs croiser ceux de notre ami. Il y a, en effet, tout un courant qui plaide en faveur de la dénaturation du christianisme qu'aurait produit ce qu'on appelait, autour de Vatican II, l'Église constantinienne. En passant du côté de la puissance et en s'installant dans l'appareil institutionnel dominant, le christianisme aurait trahi la pure inspiration évangélique. Ce n'est pas la position de Cavanaugh qui s'interroge sur la complexification inévitable de la dualité Église-Monde. Mais c'est tout de même un indice intéressant du décalage entre le politique et le religieux et de la difficulté à les unifier dans une problématique théologie politique à la Carl Schmitt.

Et puisque je ne désire pas figer les choses, ne serait-ce que pour exprimer ce que la pensée de Régis Debray suscite d'approfondissement, je m'interroge un peu dans la même ligne sur ce qui apparente une certaine réduction du théologique à du Feuerbach, ce disciple de Hegel si important pour Marx, qui voulait prouver que Dieu n'était jamais que la projection des qualités humaines en un être imaginé. Il se trouve que j'avais écouté en direct sur France Culture la conférence intitulée *Que faut-il entendre par Dieu ?* et que j'avais fortement tiqué sur sa conclusion. « *À l'observer d'un peu près, cette personne idéale, n'est-ce-pas notre propre visage qui se découvre ?* » Sans doute y a-t-il sur ce point précis, une décision à prendre. L'homme a-t-il été créé à l'image de Dieu ou Dieu a-t-il été créé à l'image de l'homme ? On est en droit de penser que la mort de Dieu entraîne celle de l'homme, qui sans lui, est ramené au naturalisme matérialiste déduit par Marx de Feuerbach.

Je voudrais conclure avec un mot sur la laïcité, à laquelle est consacrée - et on comprend que les nécessités du temps l'imposent à l'auteur - la dernière conférence. Oui, Régis Debray a raison d'insister sur le bienfait de cette laïcité : « *On ne détruit que ce qu'on remplace, et si notre laïcité faisait une religion de remplacement, elle ne serait plus ce qu'elle est, un cadre de coexistence entre convictions différentes et non une conviction parmi d'autres.* » J'aurais quand même une objection. S'il est vrai qu'en régime de laïcité, la transcendance est en quelque sorte « en autogestion », cela signifie que la République, contrairement à l'opinion d'un Vincent Peillon, a renoncé à être elle-même une religion. Mais l'avantage à se définir comme un espace de neutralité n'efface pas certaines obligations d'échange, où le religieux a sa part de raison, qu'il exprime en faveur du bien commun de la cité. La laïcité est une longue patience, qui s'éprouve expérimentalement.

Gérard LECLERC

Régis Debray, **Allons aux faits. Croyances historiques, réalités religieuses**, coédition Gallimard/France Culture, octobre/2016, 256 pages, prix public : 18 €.

(1) Paul Veyne, **Quand notre monde est devenu chrétien (312-394)**, Albin Michel, 2007, 320 pages, prix public : 18 €.

(2) William Cavanaugh, **Comme un hôpital de campagne**, Desclée de Brouwer, octobre/2016, 300 pages, prix public : 22,90 €.

L'ingérence moralisatrice

Surprotéger les citoyens dans tous les aspects de leur vie quotidienne, telle est la mission que s'est assigné l'État depuis quelques années. Une vaste entreprise qui cache une perte de pouvoirs sur les thématiques essentielles.

« Prendre un enfant par la main, pour l'emmener vers demain » chantait Yves Duteil sans se douter qu'on peut résumer là le rôle de l'État face aux Français aujourd'hui. À coups de lois et de politiques publiques, l'État entend dicter aux individus comment manger, bouger, conduire et prendre soin d'eux-mêmes. Loin d'être comparable avec l'État-providence, qui consistait à offrir des garanties sociales aux personnes, le pouvoir central peut être actuellement assimilé à une nounou. Un paternalisme condescendant à l'égard de la population dont les exemples les plus flagrants se trouvent dans le domaine sanitaire.

Sous couvert de lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme, la loi Évin du 10 janvier 1991 oblige chaque publicité à être affublée de la mention bien connue, **L'abus d'alcool est dangereux pour la santé**. Ce qui revient à dire « *Vous êtes libres de boire de cette bouteille de whisky mais pas totalement libre non plus de vous autodétruire.* » et aussi « *Nous savons ce qui est bon pour vous* ». Libre mais sans l'être ou plutôt en étant guetté par une force invisible qui pointe un doigt accusateur. De même, le fameux slogan **Cinq fruits et légumes par jour** accompagne une foule de campagnes publicitaires intrusives. Une vocation sanitaire qu'on attribuerait plus volontiers à des associations.

Par ailleurs, la mention **Nuit gravement à la santé** sur les paquets de tabac, ainsi que les images de chairs rongées par le cancer qui vont avec, n'ont jamais permis de faire baisser de manière inexorable la consommation de tabac (29,1 % en 2010

à 28,2 % en 2014 pour remonter de 1,5 % en 2015). Un autre exemple frappant est le code couleur sur les aliments (de la loi Santé du 26 janvier 2016) selon leur teneur en acides gras et en sucres. Ce procédé est vanté pour sa « simplicité ». Un argument qui suggère que les personnes qui achètent de la nourriture industrielle plutôt que de privilégier les produits naturels en circuit court sont toutes ignorantes et irresponsables de leur acte. On note là une étrange conception du libre-arbitre et un ersatz d'altruisme des gouvernements d'ailleurs contradictoire avec leurs rapports aux puissants lobbies agro-alimentaires.

N'oublions pas non plus le prospectus illustré du gouvernement en cas d'attaque terroriste sorti en décembre 2015. Tout un chacun doit en premier lieu « s'échapper » et « si c'est impossible, se cacher », puis « si possible, aider les autres ». Des conseils infantilisans à l'extrême, comme si les destinataires étaient dénués de bon sens et d'instinct de survie. Alors que de tous temps les humains ont affronté les canicules, le gouvernement français leur prescrit de boire beaucoup d'eau, de fermer leurs volets et de donner des nouvelles à ses proches. Et pour les grands froids : il faut se couvrir suffisamment afin de garder son corps à la bonne température.

On peut douter du caractère désintéressé de l'État dans cette politique paternaliste et trouver une raison plus profonde à la volonté de jouer les sauveurs du peuple. Depuis 1945, les promoteurs de la construction européenne ont, par une savante « politique des petits pas », détricoté le concept de souveraineté étatique. Celle-ci a été vilipendée de toutes parts et considérée comme dangereuse pour l'avenir des peuples. Ces derniers étant une composante de l'État impossible à détruire (en théorie), les européens se sont attaqués aux multiples prérogatives des gouvernements.

Les États européens ont perdu leur souveraineté monétaire et budgétaire, surtout depuis le traité de Maastricht en 1992. En France, 80 % des lois votées proviendraient

des directives européennes. L'État n'a plus de pouvoir de décision sur sa politique agricole (la PAC faisant la pluie et le beau temps en matière de distribution des aides, souvent injuste d'ailleurs), migratoire ou même sociale.

Faute d'avoir la main sur des macro-thématiques, l'État a reporté ses impuissances sur ce qui restait : la vie intime de ses concitoyens. La France ne peut s'opposer aux grandes orientations européennes, sous peine de se faire rappeler à l'ordre par la Commission européenne ou condamner par la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE). Elle doit donc justifier son utilité au niveau interne.

Dès lors, un curieux modèle a émergé. D'un côté, on fait l'apologie du libéralisme économique et de la mondialisation des échanges, dont une large part de la population ne profite guère. De l'autre, on met en place une politique paternaliste. Les citoyens sont lâchés dans la jungle du libéralisme mais cadencés par l'interventionnisme de l'État dans leur vie quotidienne.

L'autre raison peut être une volonté semi-consciente de créer un lien de dépendance entre des citoyens et un État qui se chargerait de leur inculquer les leçons pour être de bons élèves. Se crée alors une relation asymétrique autour du dualisme « sagesse étatique contre l'incapacité des personnes physiques à décider elles-mêmes. » L'impopularité chronique des politiques, la montée des extrêmes et la défiance envers la classe dirigeante pousse aussi les gouvernements à vouloir se rendre indispensables.

Loin de rendre service aux Français, ce paternalisme larmoyant, qui table sur l'émotion plus que sur la raison, les déresponsabilise, en les mettant sur perfusion étatique. Quand tout est décidé pour nous, plus besoin de se poser de questions et la machine à jugement critique perd son essence. Cet interventionnisme est plus proche de la moralisation que de l'aide réelle à se dépasser. Enfin, chacun se forge sa propre conception du bien et du droit à l'erreur. Vivre présente un risque inhérent mais cela ne justifie pas qu'un Léviathan décide à notre place.

Indiana SULLIVAN

Autriche : Le 28 septembre, dans une interview accordée à un journal tchèque, le pro-européen archiduc **Karl de Habsbourg-Lorraine** a regretté que l'image de son pays ait été ternie par la désastreuse élection présidentielle et annonce qu'il n'accordera pas son soutien au candidat écologiste et actuel président, dont les questions environnementales diffèrent des siennes, tout en trouvant la figure du candidat d'extrême droite assez intéressante. Une élection qui divise la famille impériale.

Russie : Le 29 septembre, une cinquième statue représentant le tsarévitch **Alexis Romanov** (1904-1918) a été inaugurée en Crimée, dans le jardin de la cathédrale Alexandre Nevski de Yalta. Divers membres de la noblesse russe et de la maison impériale étaient présents durant la cérémonie religieuse, accompagnés de plusieurs associations historiques et religieuses orthodoxes.

Éthiopie : Le 3 octobre, le sultan **Hanfare Alimirah**, actuel souverain des Afars depuis 2011 et qui règne sur une population de trois millions d'individus, a appelé son peuple à se dresser contre l'actuel gouvernement éthiopien et rejoindre les rangs de l'opposition démocratique.

Birmanie : Le 4 octobre, décès de l'héritier du trône de la monarchie Shan, âgé de 78 ans. Fils du premier président de Birmanie, le prince **Hso Khan Pha** de Yawngnwe avait perdu son statut de prince en 1959 et avait dû fuir son pays en 1962 après l'assassinat de son père. Il était à la tête d'un mouvement royaliste armé qui luttait tant pour la restauration de la monarchie que l'opposition au régime militaire.

Frederic de NATAL



SOUSCRIPTION ANNÉE 2016

Première liste de souscripteurs :

Frédéric Aimard 1 000 €, Claude-Eugène Anglade 50 €, Yvan Aumont 500 €, André Bacquet 50 €, Philippe Baudin 30 €, Nicolas Bertrand 10 €, Pierre-Yves Bouquet 150 €, Didier Bourdelin 50 €, Sabine Breuillard 70 €, Serge Cattet 50 €, Arnaud Chaballier 100 €, Jean-Philippe Chauvin 40 €, Jean Chauvire 30 €, Amadeu Ciscar Penello 130 €, Michel Conterno de Selymbria 30 €, Jean Dauvergne 50 €, Jean-Pierre Dauvilliers 20 €, Jean-Michel Dejenne 40 €, Michel Delerme 50 €, François Denoël 50 €, Marc Desaubiaux 100 €, François Fardeau 20 €, Philippe Favre 100 €, Claude Ferrand-Blazer 100 €, Albert Forget 20 €, Yves Garnier 50 €, François Gerlotto 250 €, Étienne Harel 25 €, Patrick Isambert 500 €, Alain Kinart 100 €, Philippe Labarrière 50 €, Jean-Marie Mathieu 80 €, Louis Mazuy 10 €, Alain Mercier 480 €, Christian Merveilleux 80 €, Guillaume Nidelet 10 €, Philippe Parizy 20 €, Esteban Piard 10 €, Philippe Prebet 50 €, Daniel Rietsch 80 €, Arlette Roudel-Guichard 30 €, Anonyme 50 €, Hervé Rumin 150 €, Jean-Louis Schneider 20 €, Bernard Sonck 80 €, Bernard Thibault 50 €, Grégory Thomas 20 €, Jean-Marie Tissier 100 €, Marcel Veyrenc 80 €, François Viet 70 €, Paul Vincent 50 €.

Total de cette liste : 5 335 €

Mercredis de la NAR

À Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (38, rue Sibuet, 75012 Paris) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45. Entrée libre, une participation aux frais de 2 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'abonné des mercredis annuelle (12 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 7 €).

**Mercredis
19 et 26 octobre 2016**

pas de réunions en raison des vacances scolaires

Royaliste
Bimensuel de la Nouvelle Action royaliste

Rédaction-administration

Bloc C - B.A.L. 13
36-38, rue Sibuet
75012 Paris

Directeur politique :
Bertrand Renouvin

Directeur politique adjoint :
Christophe Barret

Directeur de la publication :
Yvan Aumont

Rédacteur en chef :
Alain-Paul Nicolas

Com. paritaire :
05 14 - G 84 801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement à *Royaliste*

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession :

Date de naissance : Adresse Internet :

souscrit un abonnement de :

(...) trois mois (20 €) - (...) six mois (30 €) - (...) un an (50 €) - (...) un an soutien (120 €)

(...) abonnement annuel en PDF (40 €) - (...) abonnement annuel de soutien en PDF (50 €)

NAR - Bloc C - B.A.L. 13 - 36-38 rue Sibuet - 75012 Paris

Penser avec Georges Balandier

Nous avons perdu, le 5 octobre, un maître et un ami. Notre mémoire collective gardera le souvenir de sa présence, si souriante et chaleureuse, à nos soirées des Mercredis. Avec Georges Balandier, nous étions « en connivence » et même « en complicité » comme il me l'avait écrit. Il nous a fait saisir *Le grand dérangement* et les « nouveaux Nouveaux mondes » produits par la science, la technique et le capitalisme financier. Il a magistralement conforté notre critique de l'expertise proliférante et des scénographies dramatisées par les plumes de l'ombre qui ont conduit à la vacuité du pouvoir politique, aujourd'hui confronté à la « violence sacrée » du djihadisme.

Nous ne cesserons de penser avec Georges Balandier. Non pour l'annexer mais pour offrir ce que nous avons compris de son œuvre (1) à tous ceux qui vivent le « dépaysement contemporain » et tentent un ressaisissement collectif. J'estime, par exemple, que Jean-Luc Mélenchon aurait avantage à lire ou à relire Georges Balandier. Pourquoi ? Parce que Jean-Luc Mélenchon lit des livres, ce qui est rare dans le petit monde des candidats à la présidence. Parce qu'il croit à ce qu'il dit, phénomène exceptionnel. Parce qu'il cherche un progrès qui ne soit pas pris dans les dynamiques de la « sur modernité », sans perdre de vue notre histoire. Parce qu'il tente de se débrouiller avec la souveraineté, nationale et populaire, selon sa tradition politique. Or toutes les traditions politiques sont incomplètes - la nôtre comprise - et un candidat à la présidence doit penser et agir de manière symphonique.

Que manque-t-il à Jean-Luc Mélenchon ? Une inscription dans l'histoire millénaire de la France qu'il s'obstine à couper en deux : l'histoire du royaume serait celle d'un autre monde et l'histoire nationale commencerait avec la Révolution de 1789, selon l'idée que la rupture est plus importante que la continuité. Penseur attentif aux périodes, aux époques et aux âges, Georges Balandier l'aiderait à mettre en relation dialectique la continuité et la rupture puis à discerner ce mouvement complexe dans notre Révolution française.

Le débat sur l'histoire nationale n'a de sens politique que s'il permet de mieux gouverner et aujourd'hui de sortir de la gouvernance pour gouverner à nouveau. Sur ce point décisif, la lecture du dernier livre de Georges Balandier (2) est en pleine actualité. Ainsi, on ne retrouvera pas le politique perdu en faisant élire une Constituante. Proposant cela, Jean-Luc Mélenchon procède à une reconstitution historique qui efface la fonction royale, transformée mais toujours présente dans la Constitution de 1791. Cet effacement souligne la faille théorique du candidat de la gauche dite radicale. Pour remédier au « déforçement » du politique, nous dit Georges Balandier, il faut réinstaurer le pouvoir symbolique qui fait le lien entre le lien entre l'histoire et le territoire afin que les citoyens projetés dans un avenir inquiétant trouvent une réassurance.



Rien de plus réel que le pouvoir symbolique mais il faut que cette symbolique s'incarne dans le corps du souverain. Or Jean-Luc Mélenchon veut instituer la souveraineté populaire contre le souverain incarné - il veut abolir la monarchie présidentielle déjà ruinée par le quinquennat. La posture robespierriste est attrayante dans les réunions publiques mais elle condamne l'action politique à l'échec dès lors qu'elle récuse une fonction présidentielle qui ne peut tenir que par projection effective de la royauté. Jean-Luc Mélenchon se fait de la royauté une image caricaturale ; il ne comprend pas que sous ses formes anciennes comme dans son actualité la royauté exerce une fonction médiatrice qui accompagne, au péril d'elle-même, toutes sortes de révolutions. On peut vouloir, comme nous, une incarnation dynastique de la royauté. On peut s'y refuser mais il faut du moins comprendre la généalogie de la fonction présidentielle et accepter de la ré-instituer afin que l'homme d'État ait à nouveau la force de pouvoir. Lisant Georges Balandier, Jean-Luc Mélenchon se souviendra que François Mitterrand avait su assumer sa fonction de monarque républicain et donner à la gauche une chance qu'elle n'a pas su saisir. Le pouvoir est à reprendre, mais cette fois en connaissance de cause.

Bertrand RENOUVIN

(1) Georges Balandier a accordé à *Royaliste* plusieurs entretiens voir notre site : <http://archivesroyalistes.org>

et l'on retrouvera sur mon blog les articles que j'ai consacrés à ses livres.

(2) Georges Balandier, *Recherche du politique perdu*, Fayard, 2015. Cf. mon article dans notre numéro 1084.